



DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du jeudi 4 juillet 2024
à 19h00

Date de la convocation : 28 juin 2024

| Nombre des membres | | | |
|----------------------|-------------|----------|-----------------------------------|
| Afférents au Conseil | En exercice | Présents | Ayant pris part à la délibération |
| 26 | 26 | 15 | 21 |

L'an deux mille vingt-quatre et le quatre juillet à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de JOUQUES a été assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur GARCIN Éric.

Étaient présents : M. CHERICI, Mme TORCOL, M. OZIEMBLOWSKI, M. BERTRAND, Mme DE LAURADOUR, M. RADAKOVITCH, M. RENAULT, Mme AUSTRUY, Mme SENANTE, M. CARRERE, M. GUERN, Mme BADROUILLARD, M. GORRIS, M. LEBRE,

Bons de pouvoir : Mme JOUVIN à M. GARCIN, M. NOBLE à M. OZIEMBLOWSKI, Mme ROYO à M. CHERICI, Mme MOUTON-PLOUHINEC à Mme SENANTE, M. BRUNET à M. GORRIS, Mme BONNIEL à Mme DE LAURADOUR,

Étaient absents excusés : M. BOMO, Mme SANTACROCE, M. ALLANCHE,

Étaient absentes : Mme REICHLIN, Mme MONDEJAR,

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier RADAKOVITCH

N°57_DEL_2024 OBJET : Délibération portant sur l'avenant n°2 à la convention fixant les modalités de mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » par la Commune de Jouques pour la construction d'une cuisine centrale

Monsieur le Maire indique que lors du conseil municipal du 30 septembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé le programme et l'enveloppe prévisionnelle du projet de construction d'une cuisine centrale.

Lors d'une même séance, il a été demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention fixant les modalités de mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » par la Commune de Jouques pour la réalisation de ce projet. La convention de mandat a été notifiée à la SPLA le 8 octobre 2021.

Dans le cadre de cette convention, la SPLA « Pays d'Aix Territoires » a lancé une consultation restreinte de la maîtrise d'œuvre qui a été attribuée au groupement avec mandataire, le Cabinet d'architecture AAMCO, dont la mission leur a été notifiée le 14 décembre 2022. Ce dernier a réalisé les études d'avant-projet qui ont été validées.

A l'issue des études d'avant-projet définitif, par la délibération du 10 octobre 2023, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à la présente convention.

La consultation des entreprises s'est effectuée en octobre-décembre 2023.

Aujourd'hui, au vu des résultats de la consultation des marchés de travaux, il convient de modifier l'enveloppe prévisionnelle financière qui passe de 2 083 333,75 € HT (2 501 200,50 € TTC) à 2 416 666,67 € HT (2 900 000 € TTC), dont 129 671,00 € HT de provisions pour aléas et révisions de prix.

REÇU EN PREFECTURE

le 05/07/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-013-211300488-20240704-57_DEL_2024

Il est indiqué que l'article 6 engageant le financement de la Commune de Jouques sur cette opération est également modifié sur la base des nouveaux montants précédemment présentés.

Par ailleurs, il apparaît nécessaire de modifier l'article 11 de la convention afin de permettre au mandataire de facturer sa rémunération non pas au prorata des dépenses effectuées mais au regard des moyens qu'il prévoit de mobiliser par grandes phases de réalisation de l'équipement selon les modalités suivantes :

- entre la date de notification de la présente convention et l'ordre de service de démarrage des travaux, par acompte périodique à concurrence de 25 000.00 € HT.
- entre l'ordre de service de démarrage des travaux et la réception des travaux par acompte périodique à concurrence de 60 000.00 € HT.
- de la réception des travaux jusqu'à la demande de quitus :
 - 20 000 € HT un an après réception,
 - 10 000 € HT à la demande de quitus.

Le chiffrage de la part de rémunération sera clairement identifié dans la rédaction du décompte.

Il est également à noter un allongement de 6 mois de la durée de la convention et un allongement de 6 mois de la livraison de l'ouvrage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

APPROUVE l'avenant n°2 à la convention fixant les modalités de mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » par la Commune de Jouques pour la construction d'une cuisine centrale, **AUTORISE** le Maire à signer ledit avenant,

Ainsi délibéré à Jouques les jour, mois et an susdits, le 4 juillet 2024
Suivent les signatures,

Le Secrétaire de Séance

Olivier RADAKOVITCH

Le Maire

Eric GARCIN



Le Maire :

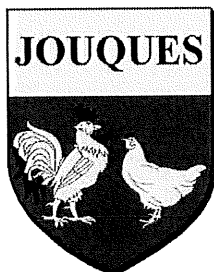
- certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de la réception en Sous-Préfecture et de la publication sur le site internet le **11/07/2024**.
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter du jour de la publication ou de la notification, soit par voie postale, soit par voie électronique sur l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

REÇU EN PREFECTURE

le 05/07/2024

Application agréée E-legalite.com

93_DE-013-211300488-20240704-57_DEL_2024

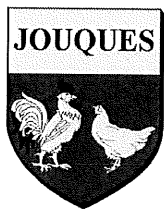


Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES
DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE
CONFIE A LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES"
PAR LA COMMUNE DE JOUQUES**

**CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE (ATELIER
CULINAIRE)**

AVENANT N°2



Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

SOMMAIRE

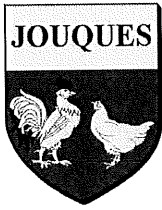
| | |
|---|----|
| EXPOSE | 4 |
| ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT | 5 |
| ARTICLE 2 – MODIFICATION DES ARTICLES SUIVANTS DE LA CONVENTION DU 8 octobre 2021 | 6 |
| ARTICLE 2.2 ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE | 6 |
| ARTICLE 6 – FINANCEMENT PAR LA COMMUNE DE JOUQUES | 6 |
| ARTICLE 11 – REMUNERATION DE LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES", MANDATAIRE..... | 6 |
| ARTICLE 14.1 DUREE DE LA CONVENTION | 8 |
| ARTICLE 3– AUTRE ARTICLES DE LA CONVENTION | 10 |
| ARTICLE 4– ENTREE EN VIGUEUR..... | 10 |

Mandataire :



REÇU EN PREFECTURE d'Aménagement
le 05/07/2024
Application agréée E.legalite.com

73_CO-013-2113 00488-2024 0704-57_DEL_2024



Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

ENTRE :

- La **Commune de Jouques**, représentée par Monsieur GARCIN son Maire en exercice, agissant en cette qualité et en vertu de la Délibération n°

Ci-après désignée par les mots : la Ville, le Maître d'Ouvrage

D'une part,

ET :

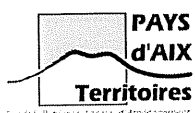
- La **Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) "Pays d'Aix Territoires"**, au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2, rue Lapierre, inscrite au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Eric CHEVALIER, son Président Directeur Général, désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 20 décembre 2023.

Ci-après désignée par les mots : la SPLA "Pays d'Aix Territoires", la SPLA, le Mandataire ;

D'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Mandataire :

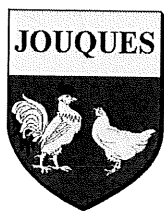


REÇU EN PREFECTURE d'Aménagement

Le 05/07/2024

Application agréée E.legalize.com

73_CO-013-211300488-2024-07-04-57_DEL_2024



Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

EXPOSE

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la qualité des repas distribués dans les équipements scolaires tout en favorisant les circuits courts d'approvisionnement permettant d'utiliser au maximum les denrées produites localement, la commune a lancé des études de faisabilité afin de se doter d'une cuisine centrale pour la production de repas pour les besoins des écoles, de la crèche et du portage à domicile.

A l'issue de ces études, elle a décidé, par délibération n° 74 de son Conseil Municipal du 30 septembre 2021 qui en a approuvé le programme et le coût d'opération, de se doter d'une cuisine centrale dimensionnée pour la production de 500 repas par jour en liaison chaude avec les points de livraison.

Un terrain d'environ 2650m² a été identifié pour l'implantation de cet équipement ; il s'agit de la parcelle cadastrée sous les références OE 0316 et située chemin de la Colle.

Ce terrain est proche du lotissement du Défend et jouxte le projet de commerce associatif « ELAN ».

La commune a souhaité confier la réalisation de cette cuisine centrale, qualifiable également d'« atelier culinaire » compte tenu de ses dimensions modérées, à la SPLA Pays d'Aix Territoires à travers une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Par les délibérations n°74 et 755 du 30 septembre 2021, le Conseil Municipal de la commune de Jouques a :

- Approuvé le pré-programme de l'atelier culinaire
- Approuvé le montant de l'opération relatif à l'investissement hors foncier de 1 900 000,00 € HT, soit 2 280 000,00€ TTC
- Décidé de confier à la SPLA la réalisation de cet équipement et a approuvé, pour cela, les termes de la convention de mandat correspondant, entre la commune de Jouques et la SPLA « Pays d'Aix Territoires »

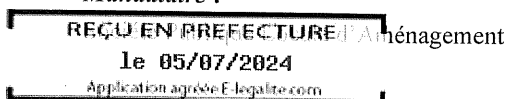
La convention de mandat a été notifiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » le 8 octobre 2021.

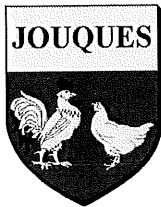
Dans le cadre de cette convention la SPLA « Pays d'Aix Territoires » a lancé une consultation restreinte de maîtrise d'œuvre qui a été attribuée au groupement avec mandataire le cabinet d'architecture AAMCO et notifié le 14 décembre 2022. Ce dernier a réalisé les études d'avant-projet qui ont été validées.

A l'issue des études d'avant-projet définitif, par la délibération du 10 octobre 2023, le Conseil Municipal de la commune de Jouques a approuvé par l'avenant n°1 à la convention les modifications suivantes :

- 1) Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle au vu des études d'Avant-Projet Définitif et compte tenu du contexte inflationniste, passe de 1 900 000,00€ HT à 2 084 333,75€ HT (dont 50 428,00€ HT de provision pour aléas et révisions de prix).
- 2) Par ailleurs, il apparaît nécessaire de modifier l'article 11 de la convention de manière à permettre au mandataire de facturer sa rémunération non pas au prorata des dépenses

Mandataire :





Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

effectuées mais au regard des moyens qu'il prévoit de mobiliser par grandes phases de réalisation de l'équipement

- 3) Le report à la demande de la commune de la sélection du maître d'œuvre occasionne un allongement de 6 mois de la durée de la convention et un allongement de 6 mois de la livraison de l'ouvrage

La consultation des entreprises s'est effectuée en octobre-décembre 2024 ; à l'issue de cette première phase, la CAO de la commune a décidé de relancer une consultation pour 6 lots jugés infructueux.

La relance de la consultation, la négociation et l'analyse des offres se sont déroulées de février à mai 2024.

Aujourd'hui, il convient de modifier la convention de mandat à l'issue de la procédure de consultation des entreprises :

- 4) Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle au vu des résultats de la consultation des marchés de travaux, passe de 2 084 333,75€ HT à 2 416 666,67€ HT (dont 129 671,00€ HT de provision pour aléas et révisions de prix).
- 5) Par ailleurs, la rémunération de la SPLA est révisée en fonction du montant de la convention et passe de 90 000€ HT à 115 000€ HT
- 6) La relance de la consultation des marchés de travaux pour motif d'infructuosité occasionne un allongement de 5 mois de la durée de la convention et un allongement de 5 mois de la livraison de l'ouvrage

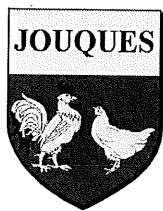
ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles suivants de la convention du 8 octobre 2021 modifiée par avenant n°1 le 10 octobre 2023:

- l'article 2.2 - Enveloppe financière prévisionnelle
- l'article 6 - Financement par la commune de Jouques.
- l'article 11 - Rémunération de la SPLA « Pays d'Aix territoires », mandataire
- l'article 14- 1 Durée de la convention
- l'annexe 2 – Bilan prévisionnel et échéancier prévisionnel des dépenses et versements d'avance
- l'annexe 3 – Planning prévisionnel de l'opération

Mandataire :





Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES ARTICLES SUIVANTS DE LA CONVENTION DU 8 octobre 2021

Les articles suivants sont modifiés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2.2 ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Après avenant n°1, l'article 2.2 était rédigé comme suit :

*L'enveloppe financière prévisionnelle totale affectée à l'opération, est de :
à 2.083.333,75 € H.T, soit : 2.500.000 € T.T.C, en ce compris la rémunération du Mandataire qui est défini à l'article 11.*

Après avenant n°2, l'article 2.2 devient :

*L'enveloppe financière prévisionnelle totale affectée à l'opération, est de :
à 2.416.666,67 € H.T, soit : 2.900.000 € T.T.C, en ce compris la rémunération du Mandataire qui est défini à l'article 11.*

ARTICLE 6 – FINANCEMENT PAR LA COMMUNE DE JOUQUES

Après avenant n°1, l'article 6 était rédigé comme suit:

La Commune, Maître d'Ouvrage s'engage à assurer l'intégralité du financement, nécessaire à la réalisation de l'opération, fixé prévisionnellement à 2.083.333,75 € H.T, soit : 2.500.000 € T.T.C, y compris les honoraires du Mandataire selon montant arrêté à l'Article 11 ci-après.

Après avenant n°2, l'article 6 devient :

La Commune, Maître d'Ouvrage s'engage à assurer l'intégralité du financement, nécessaire à la réalisation de l'opération, fixé prévisionnellement à 2.416.666,67 € H.T, soit : 2.900.000 € T.T.C, y compris les honoraires du Mandataire selon montant arrêté à l'Article 11 ci-après.

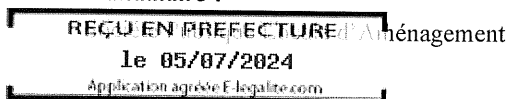
ARTICLE 11 – REMUNERATION DE LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES", MANDATAIRE

Après avenant n°1, l'article 11 était rédigé comme suit :

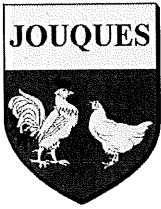
Pour l'exercice de sa mission, le Mandataire percevra une rémunération ferme et forfaitaire, non révisable de 90 000€ H.T. soit 108 000€ T.T.C. Cette somme correspond à un pourcentage d'environ 4.5 % appliqué au montant estimé de l'opération, non compris le montant de la rémunération du Mandataire.

La rémunération du Mandataire s'entend comprendre tous les frais occasionnés à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion des contrats ou

Mandataire :



73_00-013-211300488-20240704-57_DEL_2024



Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

commandes passés pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux Articles 6 et 7.

Le règlement de la rémunération du mandataire interviendra par acomptes périodiques à l'occasion de chaque décompte périodique, tels que prévus aux articles 6 et 7 ; le montant de ces acomptes périodiques sera calculé comme suit :

- *De la notification du marché de maîtrise d'oeuvre, à la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux : au prorata de l'avancement des études de maîtrise d'oeuvre, dans la limite de 25 000€ HT soit 30 000€ TTC.*
- *De l'ordre de service de démarrage des travaux à la réception des travaux : au prorata de l'avancement des travaux, dans la limite de 50 000€ HT soit 60 000€ TTC.*
- *De la date de réception des travaux à l'achèvement de la mission :*
 - *10 000€ HT soit 12 000€ TTC un an après la réception.*
 - *5 000€ HT soit 6 000€ HT avec la demande de quitus.*

Il n'est pas accepté par la Commune de Jouques, Maître d'Ouvrage, que le Mandataire sous traite tout ou partie de sa mission de mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour cette opération.

Après avenant n°2, l'article 11 devient :

Pour l'exercice de sa mission, le Mandataire percevra une rémunération ferme et forfaitaire, non révisable de 115 000€ H.T. soit 138 000€ T.T.C. Cette somme correspond à un pourcentage d'environ 5 % appliqué au montant estimé de l'opération, non compris le montant de la rémunération du Mandataire.

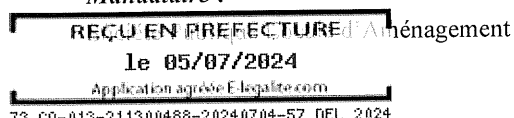
La rémunération du Mandataire s'entend comprendre tous les frais occasionnés à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion des contrats ou commandes passés pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux Articles 6 et 7.

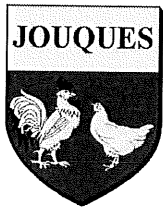
Le règlement de la rémunération du mandataire interviendra par acomptes périodiques à l'occasion de chaque décompte périodique, tels que prévus aux articles 6 et 7 ; le montant de ces acomptes périodiques sera calculé comme suit :

- De la notification du marché de maîtrise d'oeuvre, à la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux : au prorata de l'avancement des études de maîtrise d'oeuvre, dans la limite de 25 000€ HT soit 30 000€ TTC.
- De l'ordre de service de démarrage des travaux à la réception des travaux : au prorata de l'avancement des travaux, dans la limite de 60 000€ HT soit 72 000€ TTC.
- De la date de réception des travaux à l'achèvement de la mission :
 - 20 000€ HT soit 24 000€ TTC un an après la réception.
 - 10 000€ HT soit 12 000€ TTC avec la demande de quitus.

Il n'est pas accepté par la Commune de Jouques, Maître d'Ouvrage, que le Mandataire sous traite tout ou partie de sa mission de mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour cette opération.

Mandataire :





Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

ARTICLE 14.1 DUREE DE LA CONVENTION

Après avenant n°1, l'article 14.1 était rédigé comme suit:

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au Mandataire. Sa durée de principe couvre donc la durée des études et travaux achevés par la mise à disposition de l'équipement (36 mois), l'année de parfait achèvement et le délai de trois mois après cette année pour remettre le quitus soit 56 mois au total à partir de la notification du contrat.

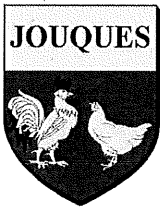
Après avenant n°2, l'article 14.1 devient :

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au Mandataire. Sa durée de principe couvre donc la durée des études et travaux achevés par la mise à disposition de l'équipement (41 mois), l'année de parfait achèvement et le délai de trois mois après cette année pour remettre le quitus soit 61 mois au total à partir de la notification du contrat.

Mandataire :



REÇU EN PREFECTURE d'Aménagement
Le 05/07/2024
Application agréée E-legalite.com



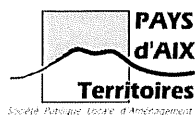
Maitre d'ouvrage :
Commune de Jouques

ANNEXE 2 - Bilan prévisionnel et échéancier prévisionnel des dépenses et versements d'avance

Après avenant n°2, l'annexe 2 devient :

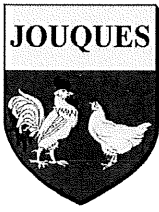
| CHARGES | Bilan prévisionnel hors taxes | Bilan prévisionnel TTC | déjà réglé | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | 2025 | | | | 2026 | | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---|
| | | | | 1er trim | 2ème trim | 3ème trim | 4ème trim | 1er trim | 2ème trim | 3ème trim | 4ème trim | 1er trim | 2ème trim | Octobre | Nov-Déc | 1er trim | 2ème trim | 3ème trim | 4ème trim | 1er trim | 2ème trim | 3ème trim | 4ème trim | | | | | |
| Etudes préalables | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| études sondages | 7 545 | 9 054 | 9 054 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Etudes des filières locales | 4 410 | 5 292 | 5 292 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total frais d'études | 11 955 | 14 346 | 14 346 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Honoraires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| programmation | 28 140 | 33 768 | 33 768 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| géomètre | 4 000 | 4 800 | 2 160 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| honoraires de maîtrise d'œuvre | 217 725 | 261 270 | 94 484 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | 27 601 | | |
| Révision marché de maîtrise d'œuvre | 21 773 | 26 127 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 10 000 | 5 000 | 3 218 | 2 909 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| contrôle technique | 10 700 | 12 840 | 3 188 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 0 | 0 | 3 650 | 3 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| mission CSPS | 4 301 | 5 161 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 2 000 | 1 161 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| mission OPC | 17 402 | 20 882 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 5 882 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| avocats et huissiers | 3 000 | 3 600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 800 | 0 | 1 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Total honoraires | 307 041 | 368 449 | 133 572 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 441 | 40 801 | 46 601 | 39 801 | 43 522 | 33 710 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Frais divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taxes (TA, Archéo, PFAC) | 10 000 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| frais de reprographie et de publicité | 10 000 | 12 000 | 3 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 984 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Assurances | 12 000 | 14 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total frais divers | 32 000 | 38 400 | 3 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 384 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Travaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travaux bâtiments | 1 270 000 | 1 524 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 300 000 | 400 000 | 400 000 | 324 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| équipements du bâtiment | 280 000 | 336 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 112 000 | 124 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aménagement parcelle | 220 000 | 264 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 54 000 | 60 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| raccordements réseaux | 35 000 | 42 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 000 | 0 | 6 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Suivi CVC 2 ans | 16 000 | 19 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| révisions et aléas travaux | 129 671 | 155 605 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total travaux | 1 950 671 | 2 340 805 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 136 000 | 459 000 | 506 000 | 636 000 | 508 000 | 104 895 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Rémunération SPLA | 115 000 | 138 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 | 42 000 | 0 | 0 | 24 000 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges financières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 2 416 667 | 2 800 000 | 150 924 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 441 | 200 195 | 538 601 | 545 801 | 679 522 | 583 710 | 104 895 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 12 000 | 0 | 0 | | |
| Charges Cumulées | | | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 150 924 | 211 385 | 411 560 | 860 161 | 1 439 952 | 2 175 484 | 2 759 195 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 888 000 | 2 900 000 | 2 900 000 | 2 900 000 | 2 900 000 | 2 900 000 | 2 900 000 | |
| Charges Annuelles | | | 150 924 € | | | - € | | | | | | | 799 237 € | | | 1 913 839 € | | | | | | | | | | | 36 000 € | |
| RECETTES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Participation financière ville | | 2 900 000 | 235 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 180 000 | 540 000 | 1 230 000 | 679 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Autres produits | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL DES RECETTES | | 2 900 000 | 235 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 180 000 | 540 000 | 1 230 000 | 679 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Cumul TTC sur l'opération | | | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 | 415 000 | 415 000 | 855 000 | 955 000 | 2 185 000 | 2 185 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 864 000 | 2 900 000 | |
| Cumul annuel TTC des versements de la commune | | | - € | | | - € | | | | | | | 720 000 € | | | 1 909 000 € | | | | | | | | | | | 36 000 € | |

Mandataire :



REÇU EN PREFECTURE l'Aménagement
le 05/07/2024
Application agréée E-legalite.com

73_CO-013-211300488-20240704-57_DEL_2024



Maître d'ouvrage :
Commune de Jouques

ANNEXE 3 - Planning prévisionnel de l'opération

Après avenant n°2, l'annexe 3 devient :

Lancement de l'opération : novembre 2021

Programmation Technique Détaillée et élaboration du dossier de concours : novembre – décembre 2021

Procédure de sélection du maître d'œuvre : aout – novembre 2022

Choix du projet lauréat : décembre 2022

Etudes APD/PC/PRO : juillet 2022 – septembre 2023

Dépôt du permis de construire : juillet 2023

Obtention du PC : septembre 2023

Consultation des entreprises : octobre - décembre 2023

Relance et négociation de la consultation des lots travaux infructueux : février – mai 2024

Notification des marchés : juillet 2024

Mise à disposition du terrain par la commune à la SPLA : juillet 2024

Chantier : juillet 2024 – septembre 2025

Garantie de Parfait Achèvement : octobre 2025 – septembre 2026

ARTICLE 3– AUTRE ARTICLES DE LA CONVENTION

Les autres articles de la convention d'origine, non modifiés par le présent avenant, demeurent inchangés.

ARTICLE 4– ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur, entre les parties, à la date de notification à la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

Fait à Aix-en-Provence, le :

En trois exemplaires

Pour la Commune de Jouques

Pour la SPLA "Pays d'Aix Territoires"

Le Maire
Eric GARCIN

Le Président Directeur Général
Eric CHEVALIER

Mandataire :



REÇU EN PREFECTURE / Aménagement

Le 05/07/2024

Application agréée E.legalite.com

73_00-013-2113 00488-2024 07 04-57_DEL_2024